Vos coordonnées

Coordonnées de la société

Ville, Date

**Objet** : non-conformité d’un achat neuf

Madame, Monsieur,

J’ai acheté auprès de votre enseigne (**citer la nature et la référence de l’article**) en date du (**date**).

Or, ce produit n’est pas conforme. En effet, (**expliquer les raisons**).

Je vous rappelle qu’au titre de l’*article L. 217-7 du Code de la Consommation*: *« Les défauts* de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire. »

L’*article L. 217-9* de ce même code précise que : *« En cas de défaut de conformité, l'acheteur choisit entre la réparation et le remplacement du bien.  
Toutefois, le vendeur peut ne pas procéder selon le choix de l'acheteur si ce choix entraîne un coût manifestement disproportionné au regard de l'autre modalité, compte tenu de la valeur du bien ou de l'importance du défaut. Il est alors tenu de procéder, sauf impossibilité, selon la modalité non choisie par l'acheteur. »*

L’*article L. 217-10 du Code de la Consommation* mentionne également que : *« si la réparation et le remplacement du bien sont impossibles, l'acheteur peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire rendre une partie du prix.*

*La même faculté lui est ouverte :*

*1° Si la solution demandée, proposée ou convenue en application de l'article L. 217-9 ne peut être mise en œuvre dans le délai d'un mois suivant la réclamation de l'acheteur ;*

*2° Ou si cette solution ne peut l'être sans inconvénient majeur pour celui-ci compte tenu de la nature du bien et de l'usage qu'il recherche.*

*La résolution de la vente ne peut toutefois être prononcée si le défaut de conformité est mineur. »*

En application de ces articles, je vous mets en demeure sous huitaine à réception de la présente de me rembourser ou de me livrer un bien conforme à mon achat.

Vous devez de ce fait considérer cette lettre comme une mise en demeure de nature à faire courir tous délais, intérêts et autres conséquences que la loi – particulièrement l’article 1231-6 du Code Civil - et les tribunaux attachent aux mises en demeure.

Comptant sur votre diligence,

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l’expression de ma considération distinguée.

Signature